

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés en l'audience des saisies immobilières du Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de **PARIS** séant dite ville au Palais de Justice, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur.

SUR SAISIE IMMOBILIERE

EN UN LOT

A PARIS 16^{ème}, 100 et 100 bis avenue Kléber, un appartement de 3 pièces principales au 1^{er} étage, une cave.

Aux requêtes, poursuites et diligences du SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES de l'immeuble 100 avenue Kléber à PARIS 16^{ème}, agissant poursuites et diligences de son Syndic la CAISSE IMMOBILIERE DE GERANCE, SAS immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 552 010 258, dont le siège social est à PARIS 2^{ème}, 10 rue de Louvois, agissant elle-même poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

Dûment habilité à poursuivre la présente vente par décision de l'assemblée générale des copropriétaires dudit immeuble en date du 22 septembre 2017.

Ayant pour avocat Maître Marie-Christine ALIGROS, Avocat au Barreau de PARIS, demeurant 61 boulevard Saint Michel à PARIS 5^{ème}.

Laquelle est constituée à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites.

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

EN VERTU de la copie dûment en forme exécutoire d'un jugement rendu le 10 juin 2016 par le Tribunal de Grande Instance de PARIS signifié le 9 août 2016 et définitif ainsi qu'il appert d'un certificat de non appel délivré le 13 septembre 2016.

Le poursuivant sus dénommé et domicilié, a suivant exploit de la SCP NOCQUET – FLUTRE - MARCIREAU, Huissiers de Justice à PARIS, en date du 31 octobre 2018, fait signifier commandement à:

1°/ - **Monsieur Genaro VARAS ZEPEDA**, né le 21 janvier 1953 à URUAPAN (MICHOACAN) (MEXIQUE), de nationalité mexicaine, divorcé de Madame Rosa-Maria HERVELLA, demeurant 100 avenue Kleber à PARIS 16^{ème}.

2°/ - **Mademoiselle Concepcion ROMERO AYALA**, née le 19 août 1954 à URUAPAN (MICHOACAN) (MEXIQUE), de nationalité mexicaine, célibataire, demeurant 100 avenue Kleber à PARIS 16^{ème}.

Observation étant ici faite que Monsieur VARAS ZEPEDA et Mademoiselle ROMERO AYALA étant actuellement sans domicile ni résidence connus un procès-verbal de recherches infructueuses en date du 31 octobre 2018 a été notifié dans les termes de l'article 659 du C.P.C.

D'avoir à payer dans les **HUIT JOURS** au requérant à l'acte, entre les mains de l'Huissier de Justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué, sus-dénommé et domicilié,

Les sommes de **VINGT QUATRE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX EUROS QUATRE VINGT CENTIMES (24 490,80 €)** pour Monsieur ROMERO AYALA et de **NEUF MILLE TROIS CENT SOIXANTE TROIS EUROS QUATRE VINGT CENTIMES (9 363,80 €)** pour Mademoiselle ROMERO AYALA, se décomposant comme suit :

Monsieur VARAS ZEPEDA propriétaire à hauteur de $\frac{3}{4}$ indivis

1°/ La somme de **DIX HUIT MILLE TROIS CENT QUATORZE EUROS QUATRE VINGT HUIT CENTIMES (18 314,28 €)** soit : $\frac{3}{4}$ de 24 419,84 €) montant en principal de la condamnation.

2°/ La somme de **TROIS MILLE SEPT CENT ONZE EUROS VINGT SEPT CENTIMES (3 711,27 €)** montant des intérêts au taux légal du 11 février 2016 puis au taux légal majoré de 5 points du 9 octobre 2016 au 15 septembre 2018 sur 18 314,28 € et la somme pour Mémoire des intérêts au taux légal majoré de 5 points jusqu'au jour du parfait paiement.

3°/ La somme de **SIX CENT SOIXANTE CINQ EUROS VINGT CINQ CENTIMES (665,25 €)** soit $\frac{3}{4}$ de 887 €) au titre des frais.

4°/ La somme de **HUIT CENT EUROS (800 €)** au titre des dommages et intérêts.

5°/ La somme de **MILLE EUROS (1 000 €)** au titre de l'Article 700 CPC.

TOTAL SAUF MEMOIRE : VINGT QUATRE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX EUROS QUATRE VINGT CENTIMES (24 490,80 €)

Mademoiselle ROMERO AYALA propriétaire à hauteur d' $\frac{1}{4}$ indivis

1°/ La somme de **SIX MILLE CENT QUATRE EUROS QUATRE VINGT SEIZE CENTIMES (6 104,96 €)** soit $\frac{1}{4}$ de 24 419,84 €) montant en principal de la condamnation.

2°/ La somme **MILLE DEUX CENT TRENTE SEPT EUROS NEUF CENTIMES (1 237,09 €)** montant des intérêts au taux légal du 11 février 2016 puis au taux légal majoré de 5 points du 9 octobre 2016 au 15 septembre 2018 sur 6104,96 € et la somme pour Mémoire des intérêts au taux légal majoré de 5 points jusqu'au jour du parfait paiement.

3°/ La somme de **DEUX CENT VINGT ET UN EUROS SOIXANTE QUINZE CENTIMES (221,75 €)** soit $\frac{1}{4}$ de 887 €) au titre des frais.

4°/ La somme de **HUIT CENT EUROS (800 €)** au titre des dommages et intérêts.

5°/ La somme de **MILLE EUROS (1 000 €)** au titre de l'Article 700 CPC.

- TOTAL SAUF MEMOIRE : NEUF MILLE TROIS CENT SOIXANTE TROIS EUROS QUATRE VINGT CENTIMES (9 363,80 €)

Plus le coût des présentes, sans préjudice de tous autres dus, intérêts et frais, le tout en deniers ou quittances valables.

Ce commandement a été publié au Service de la Publicité Foncière de PARIS 8 le 7 décembre 2018 volume 2018 S numéro 48.

Par exploit de
Huissier de Justice à
en date du
le Syndicat des Copropriétaires de l'immeuble 100 avenue Kléber à
PARIS 16^{ème} a donné assignation à Monsieur VARAS ZEPEDA et
Mademoiselle ROMERO AYALA d'avoir à comparaître à l'audience
d'orientation du
devant le Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de
PARIS.

DESIGNATION GENERALE DE L'IMMEUBLE

Dans un ensemble immobilier sis à PARIS 16^{ème}, 100 et
100 bis avenue Kléber,

Cadastré Section FL numéro 112 pour une contenance de 14a 70ca,

Comprenant :

- un bâtiment en façade sur l'avenue Kléber élevé sur caves d'un rez-de-chaussée et de sept étages.
- un bâtiment A entre les première et deuxième cours, élevé sur caves d'un rez-de-chaussée et de cinq étages, avec une annexe élevée sur terre-plein d'un rez-de-chaussée et de deux étages.
- un bâtiment B.C divisé en deux parties réunies par une aile, desservies par les escaliers B et C, élevées sur caves d'un rez-de-chaussée et de six étages.
- un bâtiment D élevé sur caves d'un rez-de-chaussée et de six étages.

DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS MIS EN VENTE

LE LOT NUMERO CENT TRENTE (130) de l'état descriptif de
division, savoir :

Dans le bâtiment B-C sur cour, escalier C, au premier étage face
droite, un appartement comprenant deux pièces, entrée, cuisine.
Water-closet commun avec le lot 131.
Et les 55/10 061èmes des parties communes générales.

LE LOT NUMERO CENT TRENTE ET UN (131) de l'état descriptif de division, savoir :

Dans le bâtiment B-C sur cour, escalier C, au premier étage droite, un appartement comprenant une chambre, débarras, entrée, cuisine. Water-closet commun avec le lot 130.

Et les 45/10 061èmes des parties communes générales.

Etant ici précisé que les lots 130 et 131 ont été réunis par un précédent propriétaire, sans atteinte à un mur porteur ou aux parties communes de l'immeuble, pour former un appartement comprenant entrée, cuisine, salon/séjour, deux chambres, dressing, salle de bains et WC.

LE LOT NUMERO CENT SOIXANTE ET ONZE (171) de l'état descriptif de division, savoir :

Dans le bâtiment B-C sur cour, une cave portant le numéro 44.

Et les 5/10 061èmes des parties communes générales.

Observation étant ici faite qu'un procès-verbal de description a été dressé le 12 décembre 2018 par Maître Jérôme NOCQUET, Huissier de Justice à PARIS, dont copie est donnée ci-après.

Tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent, et comportent avec toutes aisances, circonstances et dépendances et tous droits pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

OBSERVATION

Cet immeuble a fait l'objet d'un règlement de copropriété et état descriptif de division suivant acte reçu le 16 janvier 1960 par Maître GAUTHEROT, Notaire à TOURNAN EN BRIE, publié le 20 janvier 1960 volume 3559 numéro 1 au 8^{ème} bureau des Hypothèques de PARIS.

Modifié selon acte reçu le 19 février 1964 par Maître AUBRON, Notaire à PARIS, publié le 13 mars 1964 volume 4858 numéro 4.

Modifié selon acte reçu le 17 novembre 1982 par Maître VASSOR, Notaire à JOUY EN JOSAS, publié le 9 décembre 1982 volume 3647 numéro 19.

Modifié selon acte reçu le 3 février 1989 par Maître BOUCHER, Notaire à BOBIGNY, publié le 3 avril 1989 volume 1989 P numéro 1830.

Modifié selon acte reçu le 17 octobre 1995 par Maître MOREL D'ARLEUX, Notaire PARIS, publié les 7 décembre 1995 et 29 janvier 1996 volume 1995 P numéro 6244 suivi d'une attestation rectificative du 24 janvier 1996 publiée le 29 janvier 1996 volume 1996 P numéro 579.

Modifié selon acte reçu le 31 janvier 1997 par Maître PICARD, Notaire à PARIS, publié le 19 mars 1997 volume 1997 P numéro 2232.

Modifié selon acte reçu le 26 janvier 1999 par Maître DUCAMP, Notaire à PARIS, publié le 23 mars 1999 volume 1999 P numéro 2083.

Modifié selon acte reçu le 30 mai 1999 par Maître BOUCHER, Notaire, publié le 9 juillet 1999 volume 1999 P numéro 4686 suivi d'un acte rectificatif du 20 mai 1999 publié le 9 juillet 1999 volume 1999 P numéro 4687.

Modifié selon acte reçu le 22 octobre 1999 par Maître PHILIPPOT, Notaire à PARIS, publié le 22 décembre 1999 volume 1999 P numéro 8587.

Modifié selon acte reçu le 27 décembre 2000 par Maître GONIN, Notaire à LA COLLE SUR LOUP, publié le 17 janvier 2001 volume 2001 P numéro 310.

Modifié selon acte reçu le 6 juillet 2001 par Maître MOREL D'ARLEUX, Notaire, publié le 27 juillet 2001 volume 2001 P numéro 5023.

Modifié selon acte reçu le 10 octobre 2003 par Maître FROMENT, Notaire à PARIS, publié le 25 novembre 2003 volume 2003 P numéro 7064 suivi d'une attestation rectificative du 28 novembre 2003 publiée le 4 décembre 2003 volume 2003 P numéro 7250.

Modifié selon acte reçu le 9 décembre 2009 par Maître FARRANDO, Notaire à PARIS, publié le 14 décembre 2009 volume 2009 P numéro 6104 suivi d'une attestation rectificative du 18 décembre 2009 publiée le 6 janvier 2010 volume 2010 P numéro 39.

Modifié selon acte reçu le 15 septembre 2010 par Maître CLERMON, Notaire à PARIS, publié le 3 décembre 2010 volume 2010 P numéro 7078 suivi d'une attestation rectificative du 17 décembre 2010 publiée le 27 décembre 2010 volume 2010 P numéro 7555.

Modifié selon acte reçu le 18 octobre 2011 par Maître BONDUELLE, Notaire à PARIS, publié le 7 novembre 2011 volume 2011 P numéro 7243.

Modifié selon acte reçu le 2 août 2013 par Maître CHAUVAC, Notaire à PLOUHA, publié le 23 août 2013 volume 2013 P numéro 4226 suivi d'une attestation rectificative du 30 octobre 2013 publiée le 30 octobre 2013 volume 2013 P numéro 5326.

Modifié selon acte reçu le 25 août 2016 par Maître SZABLA, Notaire à NEUFCHATEAU, publié le 5 septembre 2016 volume 2016 P numéro 5022.

Ce règlement de copropriété devra être observé par l'adjudicataire qui devra au surplus se conformer à la loi du 10 juillet 1965 portant statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements.

La loi N°65-557 du 10 juillet 1965 (Article 48) a abrogé le chapitre II de la loi du 28 juin 1938 intitulé «Dispositions régissant les copropriétaires d'immeubles ». Elle constitue aujourd'hui la charte de la copropriété et doit s'appliquer immédiatement. Aux termes de l'article 43 de ladite loi, toutes les clauses du règlement de copropriété contraires aux dispositions des Articles 6 à 17, 19 à 37 et 42 sont réputées non écrites.

Un exemplaire du règlement de copropriété sera remis à l'adjudicataire par l'avocat poursuivant.

ORIGINE DE PROPRIETE

En la personne de Monsieur VARAS ZEPEDA et Mademoiselle ROMERO AYALA, parties saisies

Les biens, objet de la présente vente, appartiennent,
- à hauteur de trois quarts en pleine propriété à Monsieur Genaro VARAS ZEPEDA, susnommé, pour les avoir acquis seul alors qu'il était marié avec Madame Rosa-Maria HERVELLA sous le régime de la séparation de biens aux termes de son union célébrée à GUADALAJARA (Mexique) le 13 février 1976,
- et à hauteur d'un quart en pleine propriété à Mademoiselle Concepcion ROMERO AYALA susnommée, savoir :

- Vente par Mademoiselle ROMERO AYALA

Aux termes d'un acte reçu le 24 janvier 2011 par Maître PRUDHON, Notaire à PARIS, publié au 8^{ème} bureau des Hypothèques de PARIS le 9 mars 2011 référence d'enlissement 2011 P 1585,

Mademoiselle Conception ROMERO AYALA, susnommée, a vendu Monsieur Genaro VARAS ZEPEDA, susnommé, la toute propriété desdits biens.

Moyennant le prix principal de 523 150 Euros payé comptant et quittancé audit acte.

- Vente par Monsieur VARAS ZEPEDA

Aux termes d'un acte reçu le 31 mai 2012 par Maître BENTATA, Notaire à PARIS, publié au 8^{ème} bureau des Hypothèques de PARIS le 26 juin 2012 référence d'enlissement 2012 P 4127.

Monsieur Genaro VARAS ZEPEDA a vendu à Mademoiselle Conception ROMERO AYALA la pleine propriété indivise d'un quart des biens sus désignés.

Moyennant le prix principal de 130 800 Euros payé comptant et quittancé audit acte.

En ce qui concerne l'origine antérieure, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieure qu'il avisera toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché, à ce sujet.

SAISIE IMMOBILIERE

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption, de substitution ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés, institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients.

S'il y a surenchère, la consignation ou la caution bancaire est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, conformément aux dispositions de l'article R. 322-10-6° du Code des procédures civiles d'exécution, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats près le Tribunal devant lequel la vente est poursuivie, pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains du séquestre désigné, après le jugement constatant la vente. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon les dispositions de l'article 37 du décret du 2 avril 1960, sont versés directement par l'acquéreur, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant qui les déposera sur son compte CARPA, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1289 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES

L'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuites, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au bureau des hypothèques dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE 1^{er} RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1^{er} rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

La rétribution de la personne chargée de la distribution sera prélevée sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 – MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

QUARANTE MILLE EUROS (40 000 €)

Fait et rédigé à PARIS, le

Par Maître Marie-Christine ALIGROS, Avocat poursuivant

Approuvé lignes mots rayés nuls et renvois

AFFAIRE : SDC 100 avenue Kléber à PARIS 16^{ème} C/ Mr VARAS
ZEPEDA et Mlle ROMERO AYALA

RG n° :

DIRE

L'an deux mille dix-huit et le

Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de
PARIS et par-devant, Nous, Greffier ;

A comparu, Maître Marie-Christine ALIGROS, Avocat du Syndicat
des Copropriétaires de l'immeuble 100 avenue Kléber à PARIS
16^{ème}, poursuivant la présente vente ;

LAQUELLE A DIT :

Que pour compléter la désignation des biens et droits immobiliers
présentement mis en vente, elle donne ci-après photocopie :

1°/du procès-verbal de description établi par Maître Jérôme
NOCQUET, Huissier de Justice à PARIS, le 12 décembre 2018,

2°/ du dossier technique établi par ARIANE ENVIRONNEMENT,
comprenant :

- le certificat de superficie,
- le diagnostic relatif à la recherche d'amiante,
- l'état parasitaire,
- le constat de risque d'exposition au plomb,
- le diagnostic de performance énergétique,
- l'état de l'installation au gaz,
- l'état de l'installation intérieure d'électricité,
- et l'état des risques et pollutions.

L'adjudicataire dûment informé de la présence de plomb dans les
revêtements, supérieure à la norme réglementaire, et d'anomalies
concernant l'installation de gaz, devra faire son affaire personnelle de
tous travaux qu'il aura lieu de faire sans aucun recours contre le
poursuivant.

Et Maître Marie-Christine ALIGROS, Avocat, a signé avec Nous,
Greffier, sous toutes réserves.